



COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG AU CCP 44^e RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

JUIN 2019



LA DÉLÉGATION DES ONG EN ACTION AU 44^e CCP



TABLE DES MATIÈRES

TEXTE INTRODUCTIF	4
ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	5
ORDRE DU JOUR 1.4: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISMES COPARRAINANTS	7
ORDRE DU JOUR 3: RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU CCP CHARGÉ DE RENFORCER LE RÔLE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION EN MATIÈRE DE TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DU HARCÈLEMENT, Y COMPRIS LE HARCÈLEMENT SEXUEL, L'INTIMIDATION ET L'ABUS DE POUVOIR AU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA	8
ORDRE DU JOUR 4: MISE À JOUR SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	10
ORDRE DU JOUR 7: CADRE UNIFIÉ DU BUDGET, DES RÉSULTATS ET DES RESPONSABILITÉS (UBRAF)	11
ORDRE DU JOUR 8: NOMINATION DU PROCHAIN DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA	12
ORDRE DU JOUR 9: DÉBAT THÉMATIQUE	13

TEXTE INTRODUCTIF

Jules Kim, délégué pour l'Asie et le Pacifique

Alors que l'ombre de la 43^e réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) en décembre 2018 était encore présente dans nos esprits, il y avait des préoccupations importantes quant à ce que nous pouvions attendre de la 44^e réunion du CCP, qui a eu lieu du 25 au 27 juin 2019, à Genève, en Suisse. Présidé



par Mr. Xia Gang, Directeur Général Adjoint de la Commission Nationale de la Santé de la Chine, le 44^e CCP s'est tenu à l'hôtel Starling et non à notre lieu habituel, la salle du Conseil Exécutif de l'OMS. Une vague de chaleur à travers l'Europe de l'ouest nous a fait anticiper des températures torrides pour toute la semaine du CCP - une toile de fond appropriée pour les discussions animées attendues tout au long de la semaine du CCP.

Le CCP de juin a traditionnellement été la réunion "de maintien" pour les aspects administratifs et de gouvernance du Programme Commun. Mais c'était aussi le Conseil de Coordination du Programme (CCP) qui examinerait la sélection du nouveau Directeur Exécutif, ainsi que le Plan d'Action de la Direction et le Rapport du Groupe de Travail du CCP visant à renforcer le rôle du CCP en matière de suivi et d'évaluation de la tolérance zéro à l'égard du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir au Secrétariat de l'ONUSIDA.

L'ordre du jour des deux premiers jours était prévu pour durer dès 9 heures à 21 heures avec une troisième journée complète pour le Débat Thématique sur les résultats obtenus dans le cadre du Troisième Sommet Mondial pour le Développement Durable: Renforcer et Intégrer des Ripostes Globales de lutte contre le VIH dans des Systèmes de Santé Durables pour une Couverture Sanitaire Universelle.

Curieusement, chaque jour se terminait plus tôt que prévu, résultat probable de la présidence de la Chine, qui incluait des feux de signalisation pour rappeler aux membres du CCP et aux observateurs quand conclure et mettre fin à leurs interventions. Un ensemble clair de points de décision a été convenu au CCP souvent avant le temps alloué dans l'ordre du jour.

La Délégation des ONG a tenu de nombreuses réunions parallèles avec des représentants de la société civile, des coparrains et des États Membres pour examiner des questions préoccupantes, entendre et soulever des points de vue importants et gérer des zones de conflit potentiels. Il est important de noter que les appels de la société civile régionale et mondiale avant les réunions du CCP et les séances de compte rendu avec les observateurs de la Société Civile ont été un moment important pour nous de maintenir une perspective axée sur la communauté pour les questions essentielles présentées.

Tous les participants à la réunion se sont prononcés en faveur d'une action collective pour mettre fin au SIDA en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030. L'importance du maintien d'un ONUSIDA fort et indépendant a été fermement appuyée. Et il y avait un sentiment clair que les retards ne pouvaient pas être tolérés et que nous devons aller de l'avant dans le 'travail de maintien' de façon à permettre des progrès pour atteindre ces objectifs.

ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Aditia Taslim, Délégué de l'Asie et du Pacifique



L'ONUSIDA est actuellement à un stade important de son existence, avec la nomination prochaine d'un nouveau Directeur Exécutif, l'élaboration d'une nouvelle stratégie quinquennale et la fixation de nouveaux objectifs pour 2025 et

au-delà. Comme le précédent DE, Michel Sidibe, a quitté l'organisation, Gunilla Carlsson a pris le rôle de Directeur Exécutif, provisoirement. Son rôle est non seulement d'assurer une transition harmonieuse, mais aussi de faciliter un ONUSIDA plus fort grâce à la mise en œuvre de son Plan d'Action de Gestion et de regagner la confiance des communautés, des partenaires et des États Membres, en particulier des pays donateurs.

Le [rapport](#) de Gunilla a transmis le message que le SIDA n'est pas encore terminé. Malgré les accomplissements à l'échelle mondiale, les progrès restent inégaux. De nombreux pays sont encore à la traîne dans la réalisation des objectifs pour 2020. La faible couverture thérapeutique, l'augmentation du nombre de nouveaux cas d'infection par le VIH, la crise de la prévention du VIH, la stigmatisation et la discrimination continuent de devenir des thèmes récurrents qui font l'objet de discussions à chaque réunion. Il est clair que nous ne faisons pas assez et qu'il n'y a pas de place pour la complaisance.

Elle a en outre noté qu'à une époque où la société civile perd de plus en plus de place, les communautés de personnes vivant avec le VIH et les populations clés continuent d'être attaquées à l'échelle mondiale et au niveau national. L'ONUSIDA doit continuer d'être le modèle par le biais de son Programme Commun, en plaçant les personnes les plus touchées au centre de la riposte, et rester pertinent pour transformer la riposte au VIH, obtenir le soutien politique, et soutenir la capacité des réactions communautaires.

ORDRE DU JOUR 1.4: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISMES COPARRAINANTS

Lucy Wanjiku Njenga, Déléguée de l'Afrique

La 44^e session du CCP a été une réunion à laquelle j'étais heureuse de participer. Comparée à ma réunion d'initiation en décembre 2018, j'ai trouvé que c'était une atmosphère plus progressive alors que nous attendons avec impatience de changer et de réaliser l'ONUSIDA dont nous avons



besoin. Ce qui serait formidable, c'est que les personnes vivant avec le VIH participent davantage et de manière significative au travail des Coparrains, en particulier dans les pays, afin de maintenir le travail important des organisations communautaires et de voir les fruits de ces collaborations. Les organisations communautaires qui interviennent dans ce domaine, en particulier celles dirigées par les jeunes femmes, sont des partenaires importants qui ne peuvent être négligés, et pourtant, beaucoup d'entre elles luttent encore pour survivre. Avec le FNUAP en tant que Président du Comité des Organismes Coparrainants (COC) du CCP pour 2019, la CIPD25 (Conférence Internationale sur la Population et le Développement) est également une arène essentielle pour l'engagement. Se déroulant en novembre 2019 à Nairobi, au Kenya, la CIPD25 doit prendre en considération les voix de la communauté, en particulier celles des jeunes, et veiller à ce que les prochains engagements pris, et les actions concrètes prises, soient avec eux, pour eux, et par eux, et à ce que des mesures de responsabilisation soient en place.

Ce qui m'a également frappé, c'est que la Directrice Exécutive du FNUAP, Mme Natalia Kanem, a demandé à rencontrer la Délégation des ONG afin d'obtenir leurs points de vue en tant que représentants de la société civile et des communautés. Étant donné que le COC est en train de recommander au Secrétaire Général de l'ONU un ou plusieurs candidats pour le poste de Directeur Exécutif de l'ONUSIDA parmi les cinq candidats

identifiés, cela nous a rappelé que nos voix sont importantes et la raison pour laquelle l'ONUSIDA existe en tant que Programme Commun des Nations Unies.

ORDRE DU JOUR 3: RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU CCP CHARGÉ DE RENFORCER LE RÔLE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION EN MATIÈRE DE TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DU HARCÈLEMENT, Y COMPRIS LE HARCÈLEMENT SEXUEL, L'INTIMIDATION ET L'ABUS DE POUVOIR AU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA

Alexander Pastoors, Délégué Européen



Après la présentation du rapport du Groupe d'experts Indépendants (PEI) à la 43^e réunion du CCP en décembre 2018, il est apparu clairement que l'environnement de travail au Secrétariat à Genève et dans les différents bureaux régionaux et au niveau national de l'ONUSIDA, ainsi que l'image publique et la réputation de l'ONUSIDA, étaient affectés par l'absence de mesures appropriées de la part de la direction pour protéger son personnel contre le harcèlement (sexuel), l'intimidation et l'abus de pouvoir. Un groupe de travail a été créé pour conseiller le Conseil de Coordination du Programme sur la manière de renforcer son rôle de suivi et d'évaluation de toutes les formes de comportement répréhensible susmentionnées au Secrétariat.

Le groupe de travail, qui comprenait deux représentants de la Délégation des ONG, s'est montré très positif dans son opinion sur le plan d'action de gestion révisé (PAG) que le Secrétariat a élaboré afin d'éliminer toutes ces formes de fautes graves. Le CCP a adopté le rapport et ses recommandations en vue de la mise en œuvre intégrale du PAG. Par la

suite, le CCP a décidé de créer un bureau d'évaluation indépendant qui fasse rapport directement au CCP.

Il n'a toutefois pas été possible de parvenir à un consensus sur un certain nombre de questions directement liées au rôle de surveillance du CCP sur les questions liées aux ressources humaines (RH). Bien que ce point de l'ordre du jour ait semblé très axé sur le plan interne pour de nombreux observateurs de la société civile et très éloigné du travail réel de l'ONUSIDA, au cœur de ce débat se trouvaient des discussions très fondamentales parmi les États Membres sur la façon dont l'ONUSIDA devrait fonctionner en tant que Programme Commun.

D'un côté, vous avez un certain nombre d'États Membres qui estiment qu'un meilleur contrôle de la part des ressources humaines du CCP et la pleine mise en œuvre du PAG sont nécessaires pour éviter que l'une des crises récentes ne se reproduise. D'un autre côté, un certain nombre d'États Membres estiment qu'un nouveau DE et une nouvelle orientation de la part du CCP sera suffisante. Les États Membres divergeaient également sur la question de savoir si la modification du rôle de supervision du CCP dans le domaine des ressources humaines nécessitait de revenir à l'ECOSOC pour une nouvelle résolution sur l'ONUSIDA.

La Délégation des ONG est fermement convaincue que le fait de retourner à l'ECOSOC dans le climat mondial actuel, où non seulement l'ONUSIDA, mais l'ONU dans son ensemble, est menacé, ça affaiblira le Programme Commun et pourrait conduire à la perte de place des communautés et de la société civile dans le CCP. Nous pensons que les mécanismes actuels de gouvernance prévus dans la résolution de l'ECOSOC sont suffisants pour l'avenir et qu'une voie médiane est possible, où une meilleure orientation par les membres du CCP et de meilleurs rapports sur les RH par le Secrétariat peuvent garantir que le personnel sur le lieu de travail a besoin de prospérer et d'agir.

ORDRE DU JOUR 4: MISE À JOUR SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Millie Milton, Délégué pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Une main-d'œuvre digne de tous est le milieu de travail idéal que le Secrétariat de l'ONUSIDA cherche à atteindre. La gestion des ressources humaines implique des approches stratégiques et globales de la gestion des personnes, ainsi qu'à la culture et à l'environnement du milieu de travail. La réduction de 25% des effectifs



a non seulement eu un effet négatif sur le bon fonctionnement du Secrétariat, mais aussi sur l'exécution de ses programmes.

La Délégation des ONG a noté que le rapport traite de questions telles que le temps nécessaire pour pourvoir les postes vacants est trop long et que l'exercice annuel de mobilité doit être plus précis en ce qui concerne la raison ou les critères utilisés pour promouvoir le personnel. Nous avons également noté qu'il n'y avait pas d'équilibre entre les sexes dans l'emploi du personnel, par exemple, il n'y avait aucune mention d'une personne transgenre employée.

En ce qui concerne la formation, il est important de déterminer les besoins en matière de formation et d'accroître la formation en leadership. Les formations face à face ont plus d'impact et devraient être explorées davantage.

ORDRE DU JOUR 7: CADRE UNIFIÉ DU BUDGET, DES RÉSULTATS ET DES RESPONSABILITÉS (UBRAF)

Andrew Spieldenner, Délégué de l'Amérique du Nord



Le Cadre Unifié du Budget, des Résultats et de la Responsabilisation (UBRAF) est une pierre angulaire de la réunion du CCP de juin, car il comporte la performance et les rapports financiers pour l'ONUSIDA et les organismes coparrains de l'ONU. Les rapports de l'UBRAF ont été

organisés autour de trois points de l'ordre du jour: la performance, les finances et la budgétisation. Dans chaque domaine, certains États Membres ont été choisis pour mettre en évidence. L'UBRAF a été accepté avec une attention particulière pour coordonner le travail au niveau des pays à travers les agences des Nations Unies, en encourageant les gouvernements donateurs à faire des contributions pluriannuelles et à remplir leurs engagements 2018-19, et à se tourner vers le prochain processus budgétaire.

La Délégation des ONG a fait trois [interventions](#) sur l'UBRAF: 1) insister pour que l'ONUSIDA fasse preuve de plus de transparence en ce qui concerne l'affectation des fonds à la société civile; 2) accorder une plus grande attention aux disparités entre l'acceptation des politiques et leur mise en œuvre dans les indicateurs de politique; et 3) encourager les programmes nationaux à mettre l'accent sur la réduction des risques et les approches axées sur les droits humains.

Dans le cadre de ces interventions, nous avons constaté que les enveloppes par pays n'avaient pas été élaborées avec l'apport significatif des principaux réseaux de population, ainsi que des défenseurs des droits des femmes et des filles. Nous avons demandé à l'ONUSIDA de considérer le contexte politique dans les enveloppes par pays et les plans de transition par pays, car ceux d'entre nous qui sont marginalisés et

criminalisés risquent fort d'être négligés. En outre, il est tout aussi important que les communautés s'adressent à leurs bureaux respectifs de l'ONUSIDA de leurs pays en exigeant leur place dans le processus de prise de décisions. Une liste détaillée des pays recevant l'enveloppe nationale peut être trouvée [ici](#) (p. 7 à 8).

ORDRE DU JOUR 8: NOMINATION DU PROCHAIN DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA

Jonathan Gunthorp, Délégué Africain

À un moment critique de la lutte contre le VIH, alors que l'avenir du Programme Commun fait l'objet de débats au sein de l'architecture de la santé mondiale, la personne qui dirige l'ONUSIDA est essentiel au succès de la lutte mondiale contre le SIDA.

Depuis quelques mois, un processus est en cours pour sélectionner le prochain Directeur Exécutif de l'ONUSIDA. Suite au précédent de la dernière sélection du DE en 2008, un comité de recherche a été constitué par le CCP composé de cinq États Membres, de quatre coparrains et des deux membres de la Délégation des



ONG qui siègent au Bureau du CCP. Une recherche à l'échelle mondiale a été effectuée, axée sur toutes les régions et portant à la fois sur les formulaires de candidatures et sur la 'chasse aux têtes'. En raison de la confidentialité d'un recrutement de haut niveau comme celui-ci, l'ensemble du Comité de Recherche a dû signer des accords de non-divulgateion. Ça veut dire que les deux délégués des ONG doivent fonctionner d'une manière inhabituelle auprès de la société civile, sans aucune capacité de consultation ou de compte rendu, même au sein de la Délégation des ONG. Néanmoins, ils ont pris les valeurs et les principes de la société civile dans les discussions du CCP qui se sont terminées avec les critères de recherche et le processus de recherche en soi.

Après un processus rigoureux comprenant une liste restreinte, des entrevues par le Comité et des discussions au sein du CCP, le Comité a recommandé cinq candidats aux coparrains au cours de la dernière semaine de juin. Les coparrains rencontreront les cinq candidats en juillet et recommanderont un ou plusieurs noms au Secrétaire Général de l'ONU qui nommera ensuite un nouveau DE.

Comme cela a été mentionné lors de la Session Extraordinaire du CCP en mars 2019, la Délégation des ONG a souligné à nouveau l'importance d'avoir quelqu'un des pays du Sud à la tête d'un mouvement aussi important, étant donné que c'est d'ici que vient la majorité des personnes vivant avec et touchés par le VIH. Nous attendons avec intérêt de travailler avec un nouveau DE qui puisse renforcer l'ONUSIDA et orienter la riposte mondiale avec et pour les populations clés, ainsi que pour toutes les personnes touchées par le VIH.

ORDRE DU JOUR 9: DÉBAT THÉMATIQUE

Wangari Tharao, Délégué Nord-Américain



Tenu le 27^e juin 2019, le 44^e Débat Thématique visait à examiner les façons dont la riposte au VIH pourrait tirer parti des avantages potentiels de la CSU (Couverture de Santé Universelle), tout en évitant les pièges potentiels et en optimisant les succès et les leçons retenues de la riposte au VIH et au SIDA.

Des discours liminaires ont été prononcés par Rico Gustav, Directeur Exécutif du GNP+ et par l'Ambassadeur Cleopa Mailu du Kenya. Ils ont apporté un aperçu des possibilités et des défis à relever et des façons possibles d'aller de l'avant pour s'assurer que la CSU intègre les ODD pertinents et les approches globales en matière de VIH. Ce débat a été suivi de trois tables rondes axées sur: Les programmes axés sur le VIH qui sont devenus des plates-formes intégrées pour des services de santé complets; les réalisations et les

défis liés à la prestation de services complets, inclusifs et non discriminatoires, y compris les services de lutte contre le VIH intégrés dans des services de santé plus larges, y compris ceux qui s'adressent à des populations clés; les mécanismes de financement et les questions de gouvernance dans le cadre du passage à l'approche intégrée de la CSU.

Au cours de la discussion, il est apparu clairement qu'il y avait une intégration inégale des populations clés du VIH et des services globaux de lutte contre le VIH. En ce qui concerne les populations clés, l'inclusion significative des travailleurs du sexe, des personnes qui utilisent des drogues, des communautés transgenres, des hommes homosexuels et bisexuels et d'autres hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes, et des personnes vivant avec le VIH a été un élément clé et unique de la riposte au VIH, y compris l'élaboration de politiques. Au-delà du traitement du VIH, les services de lutte contre le VIH ont porté sur la prévention du VIH, la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, la réduction des risques, la santé mentale et le plaidoyer juridique. La Délégation des ONG est préoccupée par le fait que la CSU va de l'avant sans inclure à la fois les populations clés et les services globaux de lutte contre le VIH.

Tout au long de la journée, des questions ont été soulevées allant de: Dans quelle mesure la CSU sera-t-elle universelle? Quelles seront les paquets essentiels, comment et qui va les concevoir? Comment les catalyseurs sociaux seront-ils intégrés? Qu'en est-il de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation? Dans quelle mesure ces services seront-ils accessibles aux populations clés? Quels mécanismes seront mis en place pour garantir le droit d'accès pour tous? Quels mécanismes seront utilisés pour s'assurer que la société civile et les populations clés font partie de la gouvernance de la CSU? Des propositions et des solutions spécifiques ont été examinées et les interventions des participants ont relevé des lacunes et d'autres solutions qui doivent être prises en compte.

La Délégation des ONG, avec les intervenants de la société civile et le Groupe Consultatif de la Société Civile (GCSC) ont élaboré les messages clés suivants:

- L'accent est mis sur le "dernier kilomètre avant tout" pour faciliter l'inclusion de toutes les populations clés, en particulier celles qui sont criminalisées, et sur le soutien à la traduction de "ne laisser personne pour compte" en réalité.
- Les mesures proposées visent à protéger les acquis de la lutte contre le VIH en soutenant des systèmes de santé complets, axés sur les personnes et élargis, qui prennent en compte les interventions menées par les communautés et qui ont de ressources financières allouées pour les soutenir.
- Toute action sur la CSU a une approche fondée sur les droits, est fondée sur l'équité, les déterminants de la santé et la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, particulièrement en ce qui concerne les populations clés.
- Les communautés affectées jouent un rôle crucial de leader en changeant pour la CSU, avec des opportunités de mise au point de plans, des ensembles et des mécanismes fiscaux menant à la mise en œuvre de la CSU, ainsi qu'à son déploiement.

La Délégation des ONG prévoit de continuer à faire pression sur ces messages pour influencer les discussions avant et pendant la Réunion de Haut Niveau (RHN) sur la CSU qui aura lieu à New York en septembre 2019. Conscients que les négociations sur le projet de Déclaration sont en cours, nous avons également adopté la [Déclaration sur la CSU par la Société Civile](#) publiée en avril 2019 dans le cadre des activités préparatoires de plaidoyer pour la RHN.

Un rapport du Débat sera présenté à la réunion de décembre du CCP et les Points de Décision (PDs) seront négociés et adaptés.